

Les jeunes défendent “une Roumanie européenne”

Roumanie Le gouvernement a été ébranlé par plusieurs manifestations successives.

Analyse Maria Udrescu

C'est la plus grande manifestation qu'a connue la Roumanie depuis la chute du communisme”, ont annoncé les médias tous les jours depuis que le gouvernement social-démocrate a adopté en catimini, le 1^{er} février, des ordonnances d'urgence visant à dépenaliser plusieurs faits de corruption. Pendant une semaine, une marée humaine s'est déversée dans les rues des principales villes roumaines, atteignant chaque jour un nouveau record de manifestants. Ce dimanche, la promesse de l'exécutif de faire marche arrière n'a pas découragé près de 600 000 Roumains – dont 280 000 rien que sur la place de la Victoire de la capitale – de crier leur dégoût à l'égard de l'attitude du Parti social-démocrate (PSD), scandant “abrogez et partez”. “L'abrogation du décret et un éventuel limogeage d'un ministre ne sont pas suffisants. Mais des élections anticipées seraient, à ce stade, excessives”, a alors constaté ce mardi le président Klaus Iohannis, dans un ferme discours adressé au Parlement.

“Une kermesse révolutionnaire”

Les images des milliers de citoyens chantant, dansant, brandissant des

pancartes, les unes plus originales que les autres, et des drapeaux nationaux ont surpris les observateurs internationaux et la société roumaine elle-même. “Je n'avais plus vu une si grande foule dans les rues de Bucarest depuis la révolution du 22 décembre 1989. Même les petites villes, qui n'ont pas une réputation de centres révolutionnaires, ont manifesté. Et ce avec un sentiment de bonheur, de liberté. Les gens sont venus avec leurs enfants, leurs chiens. C'est un peu une kermesse révolutionnaire !”, s'exclame

Andrei Cornea, historien roumain.

En 1989, la rue a fait chuter le redouté dictateur Ceausescu. Un an plus tard, des étudiants manifestant sur la place de l'Université contre la nouvelle classe politique étaient battus par des mineurs appelés par l'alors président Ion Iliescu, fondateur du PSD – qui vient d'ailleurs d'être officiellement mis en examen pour crimes contre l'humanité, ce qui n'arrange pas les affaires de la gauche. A suivi ensuite une période d'apathie de la société roumaine. “C'était cette culture du Roumain qui endure. Une génération passive dont l'engagement civique, l'attitude critique ne transcende pas le foyer personnel”, explique Henry Rammelt, docteur en sciences politiques à l'Université de Lyon.

Mais depuis quelques années, les Roumains ont (ré)transformé la rue en une tribune pour contester les injustices et les dérives de leurs politiciens. “La nouvelle génération a atteint sa maturité. Elle s'affirme, elle s'organise grâce aux réseaux sociaux”, observe M. Cor-

“La corruption est vue comme responsable du décalage entre les attentes et les réalisations de la Roumanie post-communiste.”

Henry Rammelt

Docteur en sciences politiques de l'Université de Lyon.

nea. Les premiers signes d'un nouveau mouvement social remontent à 2013, lorsque plusieurs milliers de citoyens ont manifesté contre le projet minier – aujourd'hui avorté – de Rosia Montana. Lors des élections présidentielles de 2014, les Roumains scandaient leur soutien à l'égard de la diaspora, que le PSD aurait essayé d'empêcher de voter pour assurer la victoire de son candidat Victor Ponta. Résultat : Klaus Iohannis remportait la course haut la main. En 2015, après l'incendie de la discothèque "Colectiv" qui n'était ouverte que par la "grâce" des pots-de-vin, le gouvernement social-démocrate s'inclinait face à la rue.

"La nuit comme des voleurs"

D'aucuns se demandent où est passée cette conscience collective lors des élections législatives de décembre 2016, où seuls 39 % des Roumains ont voté, permettant ainsi au PSD de remporter une large victoire. "Mais les gens se mobilisent émotionnellement en Roumanie. Pendant longtemps, les choses stagnent, le pays va de plus en plus mal. Et à un moment vient cette étincelle qui va tout balayer. Cette année, l'émotion a été provoquée par l'attitude misérable des ministres à l'égard de l'opinion publique et leur tendance à tout faire en cachette", explique Andrei Cornea. Le slogan "la nuit, comme des voleurs", faisant référence au fait que le gouvernement a adopté ces ordonnances en soirée, a été le cœur de la contestation. Tout comme l'expression "autre question", utilisée par le ministre de la Justice Florin Iordache, lors de la conférence de presse organisée le soir même, pour éviter de répondre aux journalistes.

"Il n'est pas question ici d'idéologie, de

clivage droite-gauche, etc. Le problème est que ce gouvernement, au lieu de respecter son programme de campagne, essaye de détruire la justice pour son propre intérêt", insiste M. Cornea. Et c'est là que le bât blesse. En essayant de freiner la lutte anti-corruption, le PSD a touché à une corde sensible. Car "la corruption constitue le lieu de rencontre de deux générations. Elle est perçue comme responsable du décalage entre les attentes, les promesses de la démocratisation et les réalisations de la Roumanie post-communiste. Elle est vue comme un frein à la nouvelle Roumanie revendiquée par les jeunes protestataires", analyse M. Rammet. Et, selon le sociologue Ionel Nicu Sava, cette nouvelle Roumanie se veut européenne et à l'image des grands pays occidentaux, soit "plus sociale, plus équitable, dotée d'une culture de la liberté d'expression, d'un environnement propre, d'une administration correcte et d'un gouvernement qui ne se contente pas de gagner les élections mais qui doit rendre des comptes tout au long de son mandat".